

Sommaire

p.1. Focus

Démocratie mondiale ?

p.2. Actu

Altermondes

La Semaine de la Solidarité Internationale

Bilan de l'Université d'été de

la Solidarité Internationale

Retour sur Monastir

Actualité des plateformes

Actualités des membres

p.5. Portrait

REcit

p.6. Débats

Les Roms, marqueurs d'Europe

p.7. Publications

p.8. Agenda



Le CRID, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement, est un collectif de 54 associations françaises de solidarité internationale, partageant une même conception du développement humain, solidaire et durable passant par le renforcement des sociétés civiles.

Démocratie mondiale ?

En rendant tous les espaces potentiellement liés entre eux et en abolissant les distances, la mondialisation a permis que les décisions sur ce qui se passe à un endroit se prennent dorénavant ailleurs, à un autre endroit, très facilement. Les transnationales, la finance mondialisée, les mafias, l'économie criminelle, les Etats expansionnistes, les colons, les accapareurs, chacun à leur manière, imposent des décisions depuis l'extérieur des espaces concernés par les effets de ces décisions. Ce qui était réservé au fait colonial et à l'impérialisme est dorénavant pratiqué par énormément de circuits, dont certains sont légaux, légitimés sous couvert de sécurisation des approvisionnements en matières premières, de rayonnement culturel ou économique, de réglementation méta-étatique...

Sous le concept d'économie verte tel qu'exposé à Rio, les ressources naturelles et l'ensemble des conditions de la vie sur terre, pourraient bientôt être mises sous tutelle, marchandisées et financiarisées, gérées indépendamment des espaces et des territoires dans lesquelles elles se trouvent et avec très peu d'effets de régulation sur les stocks, mais plutôt une incitation à la concentration et à la spéculation, comme on l'a déjà testé avec la pêche ou avec les compensations carbone.

Avec ces évolutions, la démocratie perd de sa substance, de sa force. Et de son crédit parmi les citoyens. Cette perte d'emprise sur l'avenir génère des replis et des crispations violentes face à tout ce qui est étranger. Cela se vit dans nos vieilles démocraties, mais aussi partout dans le monde. Et cela fait peser de lourdes menaces sur la paix.

Comment redonner de la substance et du pouvoir à la citoyenneté dans les territoires, tout en transposant à l'échelle mondiale des éléments de démocratie, qui nous permettent de maîtriser notre patrimoine commun de terriens et de faire vivre une

solidarité internationale sans laquelle on ne pourra rien ?

C'est autour de cette idée que plus de 1000 personnes, « citoyen-ne-s et solidaires », sont venues débattre, quatre jours durant, de leurs expériences et de leurs aspirations à « réinventer le monde » début juillet à Villeurbanne pour l'université d'été de la solidarité internationale.

Pourquoi vouloir revendiquer une place particulière dans cette réinvention du monde ?

Parce qu'en exigeant les droits fondamentaux et les moyens de leur application pour tous, partout dans le monde, nous participons à une forme de citoyenneté planétaire.

Parce qu'en dépit des strapontins qui nous sont rendus accessibles dans les espaces institutionnels, nous revendiquons une autre pratique du travail d'influence auprès des décideurs, celui qui se met au service de l'intérêt général, avec des propositions, sur des valeurs qui tendent à l'universel et ne sont pas soupçonnables de reposer sur des intérêts particuliers.

Parce que nous ne pouvons accepter que dans ces espaces, les rapports de force tournent toujours en faveur de ceux qui pratiquent le chantage à la délocalisation pour échapper à la dépollution, ou qui affirment leur bonne volonté à être des acteurs socialement et environnementalement responsables, mais refusent la création de normes internationales et européennes pour la RSE, transparentes, exigeantes et contraignantes.

Voilà pourquoi nous revendiquons une place particulière au sein de la « société civile », car elle est indispensable à la démocratie vivante.



Actu du CRID

Actualités d'Altermondes

Nouvelle parution ! Altermondes n°31 : Les coopératives : le capital humain

C'est à la fin du XIX^{ème} siècle que de simples citoyens, subissant de plein fouet les conséquences désastreuses de la crise qui sévissait en Europe, eurent l'idée de mettre en commun leurs faibles moyens pour s'en sortir. Depuis, le mouvement coopératif a essaimé partout dans le monde. Il est aujourd'hui un acteur incontournable du fonctionnement de nos sociétés.



En Argentine, les ouvriers récupèrent les usines et relancent la production. En République dominicaine, les coopératives de bananes équitables sont des acteurs économiques influents. Au Pérou, la nouvelle vice-présidente s'est formée à la démocratie au sein du mouvement coopératif. En Thaïlande, ce sont les coopératives qui produisent le premier riz bio du pays... ce dossier vous propose de partir aux quatre coins du monde à la rencontre des coopératives qui, parce qu'elles ont préféré parier sur le capital humain plutôt que le capital financier, portent en elles les gènes d'une réelle alternative.

Dossier réalisé en partenariat avec AVSE, CFSI, CG Scop, Ethiquable, Fédération Artisans du Monde, Max Havelaar France, Plate-Forme pour le Commerce Equitable et la Semaine de la solidarité internationale.

ALTERMONDES

www.altermondes.org

A l'agenda d'Altermondes : les événements partenaires

Forum mondial Convergences 2015

Plus de 3000 professionnels se rencontreront durant le Forum pour construire ensemble les réponses aux défis sociaux et environnementaux qui touchent les pays du Nord et du Sud. Le Forum mondial rassemblera les principaux acteurs de l'entrepreneuriat social, de l'économie sociale et solidaire, de la microfinance et de la solidarité internationale. A cette occasion, Altermondes animera une table ronde « *Le système coopératif : Un modèle pour l'entrepreneuriat social ? Une référence pour le monde de l'entreprise ?* ».

Festival Brésil en Mouvements

Du 3 au 7 Octobre 2012, au cinéma La Clé à Paris, Autres Brésils présente la 8^{ème} édition du Festival Brésil en Mouvements, le principal événement dédié au documentaire social brésilien en Europe. Altermondes, partenaire de l'initiative, sera présent lors de cet événement.

Festival ciné alter'natif

Altermondes est partenaire du Festival Ciné Alter'Natif, premier festival européen de films uniquement réalisés par des Amérindiens, invite à voyager au coeur de l'Amérique indienne, à travers une sélection de longs et courts-métrages, de fictions et de documentaires.

Le festival aura lieu :

- A Paris les 4, 8 et 9 oct. (Centre Culturel Canadien, Cinéma La Clef, EHESS)
- A Yvoire le 5 octobre (Bibliothèque municipale)
- A Chambéry le 6 octobre (Maison des associations)
- A Nantes du 10 au 13 Octobre (Cinéma Le Concorde, Médiathèque Jacques Demy, B17)
- A Bouguenais le 12 octobre (Cinéma Le Beaulieu)



Actu du CRID

Préparation de la Semaine de la Solidarité Internationale

Du 17 au 25 novembre, vous serez des milliers de personnes en France à vous mobiliser pour la Semaine. En attendant beaucoup de choses sont encore à caler dans les préparatifs de l'événement !

Voici quelques informations qui vous seront utiles :

L'espace de publication en ligne des programmes est désormais ouvert, pensez à mettre à jour votre « page acteur » sur le site www.lasemaine.org

Dès le 19 septembre, vous pouvez commander dans votre « espace acteur » les affiches et flyers de la Semaine 2012.

Les plaquettes de l'édition 2012 sont toujours disponibles, N'hésitez pas à en commander sur notre site et à les diffuser !

Le lancement de l'édition 2012 sera marqué par une action symbolique commune : la Solisphère. Plus d'informations sur notre site : www.lasemaine.org/monter-une-action/la-solisphere



L'université d'été de la solidarité internationale 2012 a posé des jalons pour réinventer le monde !

Alors que le CRID et ses membres viennent de clore l'édition 2012 de l'Université d'été de la solidarité internationale, plusieurs éléments de bilan peuvent déjà être posés. Ils témoignent tous de la pleine réussite de cette édition.

Avec une participation supérieure à celle de l'édition 2010, il semble que ce rendez-vous bi-annuel confirme sa pertinence et sa raison d'être. Ainsi, 137 organisations auront participé à la préparation d'un atelier, d'un module ou d'une activité à l'occasion de cette université d'été, dont certaines étaient membres du CRID ou du CADR, mais l'ouverture est allée bien au-delà.

Par ailleurs, ce sont plus de 1000 personnes qui ont participé à cet événement, dont 41 partenaires africains (venus du Sénégal, du Burkina, du Mali, du Togo, etc...), d'Amérique Latine (Argentine, Brésil, Chili, etc...), du Maghreb-Machrek (Tunisie, Palestine, Maroc, Algérie), d'Asie (Thaïlande) et d'Europe (Espagne, Grèce, Pays-Bas).

Une capitalisation transversale de cette université d'été ainsi que des courtes vidéos sont en cours de finalisation et seront disponibles respectivement sur le site du CRID, www.crid.asso.fr, et sur celui de La Semaine de la solidarité internationale, www.lasemaine.org





Actu du CRID

Retour sur l'actualité de Monastir

Un an et demi après la révolution tunisienne qui marqua le début de ce qui fut appelé « les printemps arabes », et après que le Conseil international du FSM ait choisi de soutenir la proposition de tenir le prochain FSM 2013 en Tunisie, l'Assemblée préparatoire au FSM 2013 organisée à Monastir représentait un rendez-vous attendu et crucial, tant pour les tunisiens, que pour les maghrébins, le processus des forums sociaux et le Conseil international en particulier.

Cette assemblée préparatoire, organisée par des acteurs tunisiens et maghrébins, a été construite pour être le point de rencontre de différents mouvements et luttes, à différentes échelles, locales, régionales ou mondiales. C'était un pari risqué mais qui fut particulièrement réussi : plus de 1600 participants de mouvements et réseaux du monde entier s'y sont retrouvés pendant 6 jours d'un programme particulièrement intense. Nous pouvons féliciter les organisateurs tunisiens de cet événement pour sa réussite politique et matérielle.

Cette assemblée a été préparée et animée par le Forum Tunisien des Droits Economiques, sociaux et culturels (FTDES) avec la participation d'un très grand nombre d'organisations tunisiennes : UGTT, Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH), Union des Femmes Démocratiques Tunisiennes, Fédération des Travailleurs Tunisiens des Deux Rives (FTCR) et un très grand nombre d'associations impliquées dans les journées révolutionnaires en Tunisie

Très régénératoire pour le processus, et encourageant pour l'échéance du prochain FSM en 2013, cette assemblée préparatoire a posé des jalons pertinents pour la suite, mais aussi des défis qui sont loin d'être simples à relever.

Des questions qui vont percuter l'implication du CRID, ses membres, ses alliés, dans leurs choix de participation à ce prochain temps fort du processus des forums sociaux mondiaux, et qui sont travaillées au sein du groupe de travail FSM du CRID.

Pour plus d'infos, contacter Camille Champeaux : c.champeaux@crid.asso.fr





Actu des plateformes



ATELIER DE REFLEXION ET D'ECHANGE

10 ans de contrats de désendettement et développement (C2D)

Faire des C2DD un outil de développement

2 et 3 octobre 2012

A la CGT, Montreuil

La plate-forme Dette et Développement regroupe 2 organisations de la société civile française agissant en faveur d'une solution large, juste et durable au problème de la dette des pays en développement. Elle s'inscrit dans la suite des activités menées par la campagne «*Pour l'an 2000 : annulons la dette*» (1998-2000) qui a relayé en France la pétition internationale Jubilé 2000 : www.dette2000.org

Les Contrats de désendettement et développement (C2D) constituent le volet bilatéral français de l'allègement de la dette des pays du Sud, mis en place à la fin des années 1990, en réponse à la forte mobilisation de la société civile. Dispositif unique dans la coopération française, le C2D est un refinancement par dons des échéances remboursées par les Etats pour des programmes de lutte contre la pauvreté. Il prévoit en théorie une implication de la société civile à différents stades du processus.

Dix ans après la mise en place de ce dispositif unique dans la coopération française, et à quelques jours de la signature de nouveaux C2D importants, la plateforme sur la dette des pays du sud vous invite à un atelier ayant pour objectif de faire le point sur ce mécanisme et le suivi réalisé par la société civile. Plusieurs représentants d'organisations guinéennes, congolaises, ivoiriennes et camerounaises seront présents.

L'invitation et le programme détaillé : www.fichier-pdf.fr/2012/09/26/atelier-osc-c2d-2-et-3-oct-2012/atelier-osc-c2d-2-et-3-oct-2012.pdf

Les objectifs de cet atelier seront de :

- dresser le bilan de 10 ans des C2D
- Dégager des préconisations vis-à-vis des pouvoirs publics français, à la fois pour la gestion des C2D en cours (notamment au Cameroun) ou à venir (Côte d'Ivoire, RDC, Guinée), et plus largement sur les pratiques de la coopération française notamment dans l'implication de la société civile
- Faciliter les échanges entre les organisations de la société civile des différents pays concernés pour permettre leur participation active



Actu des membres

JAN SATYAGRAHA : une marche de 350 km pour l'accès à la terre

En octobre 2012 en Inde, près de 100.000 indiennes et indiens « sans-terre » vont marcher sur 350 km de Gwâlior à Delhi pour réclamer une réforme agraire au Gouvernement indien. De nombreuses organisations françaises et européennes se mobilisent depuis un an pour soutenir le mouvement indien Ekta Parishad à l'initiative de la marche.

En Inde, 75% de la population indienne vit encore en zone rurale et dépend de l'agriculture familiale pour subsister. Pourtant, les conditions de vie des populations rurales sont loin d'être la priorité du gouvernement indien, qui cherche essentiellement à favoriser la croissance économique sans se soucier réellement des communautés rurales. Ainsi, selon l'IFRI (Institut français des relations internationales), plus de 165.000 paysannes et paysans se sont suicidé-e-s en Inde depuis 1997, faute d'une politique agricole permettant de soutenir l'agriculture familiale et paysanne.

De plus, alors que le pays compte environ 220 millions de « sans-terre », de vastes surfaces de terres et des ressources naturelles sont aujourd'hui réquisitionnées au nom de l'industrialisation, du développement et de la croissance. Cet accaparement des terres indiennes conduit à l'expulsion des habitant-e-s de leurs terres ancestrales et à la disparition des cultures tribales et leurs ressources nourricières. Les expulsions provoquent des désastres humanitaires, écologiques et culturels, qui augmentent la pauvreté à la fois dans les zones rurales et urbaines. Les populations déplacées doivent en effet chercher refuge dans des zones urbaines déjà surpeuplées, ce qui crée un cercle vicieux qui ne s'arrêtera que lorsque le droit à la terre et au logement seront reconnus par les responsables politiques.

Une situation imputable pour partie au fait que le gouvernement indien a certes entamé des programmes de développement rural, mais n'a pas mis en œuvre de réelle réforme agraire garantissant l'accès aux ressources naturelles des populations rurales, comme il s'y était engagé en 2007, suite à la marche « Janadesh ». Pour pousser le gouvernement indien à mettre en œuvre cette réforme agraire, Ekta Parishad et ses partenaires indiens organisent en octobre 2012 une marche pour la justice, Jan Satyagraha. Cette marche non-violente d'un mois mobilisera plus de 100 000 paysans-ne-, autochtones et sans-terre sur 350km entre Gwâlior et Delhi. Leur demande : la possibilité de posséder une parcelle de terre et de jouir de la souveraineté alimentaire.

Depuis plus d'un an, des actions de solidarité à cette marche ont lieu aux quatre coins du monde, organisées notamment par des membres du CRID (Frère des hommes, Peuples Solidaires, Solidarité, MAN...). A quelques semaines de l'arrivée de la marche à Delhi, les mouvements sociaux indiens et français ont plus que jamais besoin de soutien pour faire entendre le bruit des pas et les revendications légitimes des marcheuses et marcheurs en Inde!



Marche pour l'accès à la terre, Janadesh, 2007

Plusieurs membres du CRID ont participé à la rédaction de cet article :
Solidarité, Peuples Solidaires, EKTA Europe et Frères des Hommes



Actu des membres

Peuples Solidaires

Pétition contre les agrocarburants

Les agrocarburants industriels accaparent les terres : en 10 ans c'est l'équivalent de 4 fois la France qui a été accaparé, dont 2/5 pour la production d'agrocarburants. Parce qu'ils provoquent des crises alimentaires et polluent la planète, plusieurs associations françaises, dont Les Amis de la Terre, ATTAC, Oxfam, le Réseau Foi et Justice Afrique Europe, le CCFD et Peuples Solidaires, mettent en ligne une pétition demandant aux responsables français et européens de mettre fin aux politiques de soutien à la production et à la consommation d'agrocarburants industriels, en raison des impacts négatifs de ces politiques sur les droits à l'alimentation et à la terre dans les pays du Sud, ainsi que sur le changement climatique.

Pour signer la pétition : www.peuples-solidaires.org/agrocarburants/
www.peuples-solidaires.org

Eau Vive

Reportage de Stéphane Cazes sur l'action d'Eau Vive au Burkina Faso

Stéphane Cazes, cinéaste, a monté un reportage sur l'action d'Eau Vive au Burkina Faso. Il ressort séduit par les pratiques mises en place par l'ONG, qui permettent aux burkinabès de devenir très compétents, professionnels, passionnés et concernés par le développement de leur pays. « J'ai été impressionné par leur savoir-faire » dit-il, car tous, du villageois au maire de la commune, interviennent à tous les niveaux, anticipent les problèmes et maîtrisent parfaitement leur projet. Stéphane Cazes affirme donc soutenir « ce formidable travail », et offre à Eau Vive ce reportage à Eau Vive en espérant que cela aidera l'organisation à développer sa notoriété.

Pour visionner le documentaire : www.youtube.com/watch?v=0vuzjA9k7IE&feature=youtu.be

<http://www.eau-vive.org>

France Libertés

2ème phase de l' « Opération Transparence »

En mars 2011, France Libertés a lancé une grande enquête collaborative dans le but de faire la promotion de la transparence du prix et de la qualité du service de l'eau : l'Opération Transparence. La 1ère phase de l'enquête visait à établir une cartographie du prix du service de l'eau (voir les résultats : www.france-libertes.org/Phase-1-Le-prix-du-service-de-l#.UFbn2KDDUve). Cette 1ère phase fut un succès, et a été lancée en juillet dernier la 2d phase de l'opération, qui aborde cette fois la question de la qualité de l'eau et de l'information communiquée aux citoyens. Une nouvelle fois, les citoyens sont libres de participer en menant l'enquête au niveau local et en témoignant grâce à une plateforme audio interactive. L'idée est qu'en se mobilisant sur le long terme, l'eau comme « Bien Commun de l'Humanité » pourra devenir une priorité politique.

Pour participer à l'enquête rendez-vous sur : www.prixdeleau.fr
www.france-libertes.org

France Amérique Latine

Monsanto condamné à une amende de plus de 200 000 euros au Brésil

Communiqué - Le géant américain Monsanto va devoir payer une amende de 250 000 dollars pour une publicité mensongère faisant l'éloge de soja transgénique, dont la vente est interdite au Brésil. Monsanto avait déjà diffusé en 2004 une publicité qui prônait l'utilisation de graines de soja génétiquement modifiées, alors qu'elles étaient interdites au Brésil, ajoutant qu'elles étaient même bénéfiques pour l'environnement. C'est en 1998 que les premières semences OGM de soja sont entrées en contrebande dans le pays, et l'on estime aujourd'hui que 85% des plantations de soja au Brésil, second exportateur mondial, contiennent des graines génétiquement modifiées.

www.franceameriquelatine.org

Aide et Action

Nouveau projet « Ecole Amie des Enfants » au Togo

Au Togo seuls 6 enfants sur 10 terminent le cycle primaire, et 23,6% d'entre eux sont redoublants. A travers le programme « Ecole Amie des Enfants », Aide et Action et l'UNICEF s'engagent donc dans un projet de réduction de l'abandon scolaire et des redoublements dans 125 écoles primaires. La mission que se donnent les deux organisations est de créer un environnement éducatif qui favorise la réussite des élèves, premièrement en sensibilisant les parents, les enfants, les enseignants et les autorités pour que l'école soit l'affaire de tous. A chaque étape du projet il est prévu que les enfants eux-mêmes participent activement à sa mise en place et à sa bonne marche. Aide et Action agit au Togo depuis 1986 et mène dans ce pays un travail auprès des femmes, des analphabètes et des victimes de la traite.

www.aide-et-action.org

RECit

5ème rencontres internationales de l'Education Citoyenne

RECit et le Radec (Réseau associatif de développement et de citoyenneté) organisent à Zagora, au Maroc, les 5èmes rencontres Internationales de l'Education Citoyenne, sur la thématique de la jeunesse. La problématique centrale de cette édition sera : « Comment accompagner ensemble la jeunesse à être actrice d'un développement humain et solidaire ? ». L'évènement aura lieu du 29 octobre au 3 novembre 2012, et a pour objectif de valoriser la capacité des jeunes à faire évoluer leur société en prenant en charge leur présent et leur avenir. Ces rencontres seront donc l'occasion de réunir un grand nombre de personnes venues du Maroc, de France, du Québec, du Brésil, du Sénégal, d'Italie, etc... afin de partager des idées, de co-construire des réflexions et de créer ensemble des solutions alternatives.

www.recit.net



Portrait



RECit

Trois questions à ...

Samuel BONVOISIN-ZAOUI

1/ Qu'est-ce qui a conduit à la création de RECit ?

L'idée est née à Porto Alegre en février 2002. En nous appuyant à la fois sur l'émergence d'une conscience citoyenne mondiale et sur le développement foisonnant de mouvements citoyens internationaux, il s'agissait de créer un réseau largement informel, doté d'une organisation « horizontale », afin de contribuer à la nécessaire refondation de l'éducation populaire.

L'éducation est en effet dès l'origine apparue comme l'arme la plus puissante pour répondre aux enjeux de la société. La question fondatrice a été : « Comment préparer des hommes et des femmes à être acteurs de leur propre vie et citoyens d'un monde solidaire ? »

2/ Quels sont vos projets en cours ?

Le réseau procède essentiellement par des échanges d'expériences, de méthodes et de réflexions, à travers des rencontres périodiques, des universités d'été, des groupes thématiques, des publications, un site internet... qui offrent à chacun la possibilité de rencontrer les membres du réseau et de se nourrir de la diversité de RECit.

Cet automne, RECit organise ses 5èmes Rencontres Internationales de l'Éducation Citoyenne du 29 octobre au 3 novembre 2012 à Zagora, au Maroc. Nous invitons tous les membres du CRID à nous rejoindre

pour ces 6 jours de Rencontres participatives qui se dérouleront sur le thème « Comment accompagner ensemble la jeunesse à être actrice d'un développement humain et solidaire ? ».

Nous attendons plus de 300 personnes du Maroc, de France, du Sénégal, du Québec, du Brésil, d'Argentine, etc... dont une majorité de jeunes !

Toutes les infos sur : www.zagora2012.net/

3/ Comment vous inscrivez-vous dans le mouvement de solidarité internationale, notamment au sein du CRID ?

Nous croyons que l'éducation populaire joue un rôle indispensable pour construire les réponses à la crise systémique que nous traversons, notamment pour construire les alternatives nécessaires pour réussir la transition écologique, et réinventer la démocratie. Mais aujourd'hui celle-ci est en partie institutionnalisée, et fait alors souvent le jeu du capitalisme. C'est pour cela qu'il est important de maintenir en éveil une critique constructive et partagée de l'héritage que nous avons reçu de l'éducation populaire, y compris (et surtout !) dans un contexte international. C'est le sens de notre entrée au CRID en 2011.

RECit

1 rue Sainte Lucie

75015 PARIS

Tél : 06.59.26.71.35

Ou : 06.88.14.71.83

www.recit.net

- RECit est créé le 12 octobre 2002 avec un noyau de 30 personnes

- Aujourd'hui RECit est un réseau de 5000 personnes et 300 associations membres ou sympathisantes

- Associations locales en Isère, Paris, Lorraine, Bretagne, Sénégal, Maroc....-



Débat

Voir aussi :

« Les Roms bulgares ou roumains sont des citoyens européens comme les autres, des sujets de droits »

www.fichier-pdf.fr/2012/09/20/interview-rroms-cimade/interview-rroms-cimade.pdf

Roms : la commune humanité bafouée

www.fichier-pdf.fr/2012/09/20/petition-rroms/petition-rroms.pdf

Les Roms, marqueurs d'Europe

Article paru sur le site de la Ligue des Droits de l'Homme

Par Jean-Pierre Dacheux

Voilà une évidence qui ne saute pas aux yeux : les Roms ont toute l'Europe comme patrie. Ils y vivent depuis sept siècles. Ils en sont donc l'un des peuples fondateurs. Là où sont les Roms, il y a de l'Europe. Ils y constituent la plus nombreuse des minorités culturelles, soit près de 15 millions de personnes.

Les Roms étrangers (essentiellement des Roumains et Bulgares), qui vivent en France, sont au nombre de 15 000 environ, soit un millième de l'ensemble des Roms vivant sur notre très petit continent. Dans les instances politiques européennes, tant à Bruxelles, au siège du Parlement de l'Union européenne, qu'à Strasbourg au siège du Conseil de l'Europe (qui réunit les représentants de 47 États) on utilise, désormais, le mot Roms pour désigner un peuple composite dont l'unité, liée à ses origines, à sa culture, à son histoire, ne doit pourtant pas masquer la grande diversité.

L'Europe des Roms déborde largement l'Union européenne. C'est par centaines de milliers qu'on les retrouve en Turquie (principalement en Thrace occidentale), dans les Balkans (en Albanie, Macédoine, Monténégro, Kosovo, Serbie...) sans oublier, à l'est de la Roumanie, la Moldavie et même l'Ukraine et la Russie.

Cette présence généralisée fait des Roms des « marqueurs d'Europe ». Les Roms roumains qui, après « la chute du mur de Berlin », au début des années 1990, sont passés à l'Ouest (plus en Espagne ou en Italie qu'en France d'ailleurs) considérés, jusqu'en 2007, comme des ressortissants de pays non communautaires (bref, des migrants comme les autres) sont ainsi devenus des ressortissants à part entière de l'Union européenne.

Cela a tout changé, mais les citoyens de l'Union européenne, et nombre de leurs dirigeants politiques, ne l'ont pas intégré, aussi continuent-ils de considérer cette population comme extérieure à l'Union et c'est avec difficulté qu'on a commencé à admettre que la libre circulation des Roumains (Roms ou pas) est un droit qu'ils partagent avec d'autres... Polonais ou Portugais par exemple. Expulser de France, en car ou par charters, des personnes qui sont autorisées par la législation communautaire à parcourir, sans obstacle, toute l'étendue de l'Union, est devenu illégal, inefficace et inutilement coûteux.

Pour lire la suite : www.fichier-pdf.fr/2012/09/20/les-roms-marqueurs-d-europe/les-roms-marqueurs-d-europe.pdf



Publications

GRDR

Femmes rurales, genre et développement



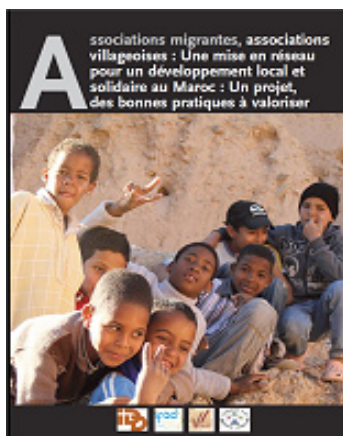
www.grdr.org

Ce numéro se concentre sur des activités particulièrement innovantes qui permettent aux femmes d'avoir un meilleur accès à la terre dans différents pays africains. Au Niger, grâce aux débats initiés dans leurs clubs d'écoute, les femmes de Banizoumbou ont obtenu un grand terrain et sa sécurisation pour 99 ans. Cette initiative a attiré d'autres investisseurs qui vont encore dynamiser les activités qui seront mises en place. On peut aussi espérer qu'à la fin du bail, toutes les discriminations à l'encontre des femmes par rapport à la terre auront disparu. Au Mali, le Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR) a accompli un travail important pour ce qui est de l'implication des femmes dans son programme d'aménagement des eaux de surface en protégeant leurs droits d'accès à la terre, en exigeant leur participation dans les centres de décision, et en leur donnant accès à la formation nécessaire pour la conduite d'une activité économique. A Madagascar, la coutume prévaut toujours sur la réforme foncière qui donne pourtant un accès égal à la terre pour les femmes et les hommes. Une recherche-action dans les Hauts Plateaux a montré la nécessité de faire des campagnes de sensibilisation approfondies. L'accès à l'information et le partage des savoirs sont des éléments fondamentaux pour le développement d'une agriculture durable. Ce numéro met en lumière plusieurs exemples de capitalisation des expériences et bonnes pratiques, que ce soit par une Foire internationale aux savoirs, une formation pour mieux faire comprendre ce qui se cache derrière les mots « savants » de la capitalisation, une plate-forme en ligne sur les connaissances agricoles autochtones (FarmAfriPedia) ou encore le partage des connaissances par des organisations comme l'IED Afrique.

www.grdr.org/IMG/pdf/Bulletin_Dimitra_Femmes_rurales.pdf

IDD

Un projet : des bonnes pratiques à valoriser



www.idd-reseau.org

L'un des enjeux du Projet fédérateur consistait à dégager un certain nombre de bonnes pratiques à partir des projets développés localement par les associations villageoises. Hicham Houdaifa, journaliste indépendant, a accompagné le réseau lors de la rencontre d'Agadir en janvier dernier. Des visites de terrain, du séminaire qui a suivi et d'un certain nombre d'entretiens réalisés à cette occasion, il a tiré un document bientôt disponible, intitulé « Un projet, des bonnes pratiques à valoriser » dans lequel il pointe plusieurs éléments qu'il juge « nécessaires à toutes les dynamiques de développement en milieu rural ». Il y souligne l'importance de la dynamique de réseautage pour le développement du Maroc sur certaines questions (démocratie, égalité hommes-femmes, place de la culture, éducation...), et constate qu'en milieu rural, les agents de développement portent les valeurs du réseau davantage que dans les grandes villes du pays.

www.idd-reseau.org



Agenda

Le 27 septembre / Madrid
Rencontre européenne sur la dette
occupyfrance.org

Le 27 septembre / Paris
Conférence débat RSE : la compagnie pétrolière Pérenco au Guatemala
www.asso-sherpa.org

Du 27 septembre au 7 octobre / Paris
Festival des Utopies Concrètes
festivaldesutopiesconcretes.org

Le 28 septembre / Paris
Rencontre « regards croisés » sur la Palestine
www.fasti.org

Le 29 septembre / Arcueil
Festival Femmes en Résistance
resistancesdefemmes.wordpress.com

Le 30 septembre / Paris
Manifestation nationale « non à l'austérité permanente »
www.reseau-ipam.org

Le 30 septembre / Montreuil
Zone de gratuité « donnez ce que vous voulez, prenez ce que vous voulez »
zonedegratuite.hautetfort.com

Le 5 octobre / Paris
Séminaire : les politiques commerciales de l'Union européenne
aitec.reseau-ipam.org

Le 5 octobre / Paris
La réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre 14-18»
www.ldh-france.org

Le 10 octobre / Paris
Soirées « projet de loi de l'altergouvernement »
www.demosphere.eu/node/30498

Le 13 octobre / Paris
Forum « la Démocratie à l'épreuve de la corruption »
www.survie-paris.org

Le 20 octobre / Saint-Denis
Journée FormAction sur les accaparements de terres
www.terredeshommes.fr

Le CRID

14, passage Dubail, 75010 Paris.
Contact : 01 44 72 07 71
contact@criid.asso.fr
www.crid.asso.fr

Comité de rédaction :
Nathalie Péré-Marzano, David Eloy,
Bernard Salamand
et Camille Champeaux.

Conception graphique :
Émilie Chéron

